

munauté économique européenne pour qu'ils étudient sérieusement l'institution de mesures propres à entretenir une consultation permanente avec le Canada. Les députés comprendront tout de suite que si l'élargissement est réalisé, et quand il le sera, les relations entre le Canada et les autres grandes entités commerciales—la communauté européenne, les États-Unis et le Japon—de même que les relations entre ces entités elles-mêmes, revêtiront une importance encore plus grande pour nous et pour elles. La physionomie du commerce mondial sera différente.

• (2.30 p.m.)

Je ne pense pas me tromper en disant que les préoccupations du Canada sont pleinement comprises en Europe et que j'ai reçu une réponse positive, en raison notamment du fait que notre attitude fondamentale vis-à-vis de l'unité européenne a été constructive. Nous continuerons à insister sur notre cas chaque fois que l'occasion s'en présentera dans les mois qui viennent, lorsque viendra l'heure des décisions cruciales.

Au cours de mon séjour à Bruxelles, j'ai signé au nom du Canada un accord de coopération scientifique et technologique avec la Belgique. Cet accord favorisera et encouragera le développement d'une coopération scientifique, industrielle et technologique entre nos pays. Cet accord illustre la façon dont le Canada est en train d'élargir le cadre de ses relations avec l'Europe, ce qui constitue l'un des objectifs principaux de notre politique, décrits dans l'étude de politique étrangère du gouvernement.

Pendant que j'étais à Rome, le pape m'a accordé une audience. Nos entretiens ont porté sur les régions troublées du monde et surtout sur le Moyen-Orient, qui constitue l'une des plus graves préoccupations de Sa Sainteté. Le pape a rappelé avec plaisir la visite qu'il a rendue au Canada il y a quelque vingt ans et les sentiments chaleureux qu'il a exprimés à l'égard de notre pays m'ont remis en mémoire les réflexions qu'il a formulées en 1969, quand il a dit que les forces qui unissent les Canadiens lui semblaient plus puissantes que celles qui tendent à nous diviser.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à souhaiter la bienvenue au ministre. J'ai souvent eu le devoir agréable de l'accueillir à son retour de longs voyages dans des pays étrangers et parfois même exotiques. Cette fois-ci, il jouait un rôle éclatant puisqu'il accompagnait la royauté et la vice-royauté, des ducs, des duchesses et des grandes-duchesses. Combien parmi nous roturiers ont eu l'occasion de parader avec les rois et de souper avec les reines?

Je vois que le *Globe and Mail* de ce matin revêt le ministre du manteau de Sir Walter Raleigh. Je ne me risquerais pas à commenter le rôle du courtisan—je n'y connais rien—mais je dois mettre le ministre en garde contre son allusion à Raleigh, car Raleigh n'est pas un très bon modèle pour un politicien. La carrière politique de ce chevalier servant est loin d'avoir été glorieuse. Il a passé une grande partie de son temps à prédire des découvertes, des inventions et des réalisations qui ne se sont jamais produites. Il s'est fixé bien des objectifs qu'il n'a jamais atteints. Il a été très souvent absent de son foyer et, ce qui est pire que tout le reste, il est venu en conflit avec le personnage qui exerçait le pouvoir politique et a passé de nombreuses années à la Tour de Lon-

[L'hon. M. Sharp.]

dres, dépouillé de sa liberté, de son pouvoir et de son influence. Cela n'a rien à voir avec le ci-devant ministre des Communications!

Naturellement, cette visite avait énormément d'importance. Les pèlerinages actuels à l'Europe tentent, je pense, de faire oublier certaines répercussions défavorables des politiques du gouvernement envers ce continent. Nous lui avons accordé moins de priorité et je crains que pour cette raison l'Europe nous prend moins au sérieux. S'étant laissé accaparé par d'autres affaires, le gouvernement paraît presque surpris des immenses progrès réalisés actuellement en Europe occidentale. Il n'y a pas lieu de se surprendre que la Grande-Bretagne s'intéresse à se joindre au Marché commun européen. Une telle situation ne s'est pas produite du jour au lendemain. Dans sa sagesse coutumière, le gouvernement avait décidé il y a quelques mois d'amoindrir notre rôle à l'OTAN et de s'intéresser moins au Commonwealth, surtout à son principal membre, la Grande-Bretagne. Nous sommes maintenant brusquement éveillés par la puissance de la communauté européenne, plus importante et plus étroitement intégrée.

Au comité des affaires extérieures et de la défense nationale l'autre jour, un témoin versé dans les questions internationales nous a avertis que le Canada risquait moins aujourd'hui de devenir la propriété d'étrangers que de se voir mis de côté, étant donné les relations commerciales intenses et importantes qui s'établissent, je me demande avec angoisse si l'économie canadienne est prête à répondre à l'évolution du Marché commun européen, une fois que le Royaume-Uni en fera partie. L'économie canadienne est dans une situation très précaire, parce qu'on ne s'en est pas assez occupé. Le ministre a parfaitement raison de dire qu'à l'avenir, le commerce mondial va être tout différent de ce qu'il est maintenant. Le Canada sera-t-il prêt à y jouer un rôle utile et à y prospérer? C'est là la question essentielle. L'Europe de l'Ouest présente encore un intérêt vital pour notre pays, et ce n'est pas en suivant d'autres courants ni en définissant des principes fantaisistes de politique étrangère qu'on y changera quoi que ce soit.

Je constate que le ministre a été reçu en audience par Sa Sainteté le pape. J'ai moi-même eu cet insigne honneur il y a un ou deux ans. A ce moment-là déjà, le Saint-Père exprimait son intérêt pour le Moyen-Orient et sa grande inquiétude devant les troubles qui sévissent dans cette région. Je lis dans les journaux européens que le Saint-Père a exprimé l'espoir que le Canada joue un rôle plus important et plus utile au Moyen-Orient. J'exhorte le ministre à suivre le conseil de Sa Sainteté, car nous ne pouvons et ne devons pas fuir nos responsabilités envers le Moyen-Orient, foyer de tension, de troubles et de conflits.

M. Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je tiens à me joindre à mon collègue pour souhaiter la bienvenue au secrétaire d'État aux Affaires extérieures à son retour parmi nous. Je suis tout à fait sûr qu'au cours de sa visite en Europe, il a usé de son grand talent de persuasion en vue de convaincre la Communauté économique européenne de donner au Canada accès à cette organisation sous une forme ou sous une autre. Cependant la déclaration du ministre n'est pas sans m'inquiéter, car il est évident qu'il est rentré au Canada les mains vides sans le moindre encouragement ou la moindre lueur d'espoir